

LA CROISSANCE A-T-ELLE ÉTÉ FAVORABLE AUX PAUVRES EN ÉGYPTE SUR LA PÉRIODE 1990-2004 ?

Christophe EHRHART*

Résumé - En réaction à la crise économique sévère à la fin des années 1980, les autorités égyptiennes ont été contraintes, au début de la décennie suivante, de mettre en œuvre des plans de stabilisation macroéconomique et d'ajustement structurel. L'application de ces programmes d'ajustement s'est traduite par une reprise puis par une accélération de la croissance au cours des années 1990, et par un ralentissement du rythme de croissance durant la première moitié des années 2000. Dans le même temps, les inégalités relatives dans la répartition des dépenses de consommation ont évolué de façon non uniforme. L'objectif de cet article est d'évaluer dans quelle mesure (ce retour de) la croissance économique a été réellement bénéfique aux pauvres en Egypte durant la période 1990-2004. Nous montrons que la croissance n'a pas été strictement « pro-pauvres », en termes monétaires, dans ce pays sur l'ensemble de la période. En conséquence, comme le suggèrent nos estimations de l'indice d'arbitrage inégalité-croissance, une politique de redistribution en faveur des pauvres pourrait être un instrument efficace de réduction de la pauvreté en Egypte.

Mots-clés : CROISSANCE, PAUVRETÉ, INÉGALITÉS, REDISTRIBUTION, ÉGYPTÉ

Classification JEL : I30, O15

Cet article constitue une version révisée d'un travail de recherche mené dans le cadre d'un projet FEMISE (Ehrhart, 2008).

* CIAPHS, Université Rennes 2 - Haute Bretagne.
Email : christophe.ehrhart@uhb.fr

INTRODUCTION

Durant la décennie précédente, la communauté internationale a fait du combat contre la pauvreté son objectif principal. En particulier, elle s'est fixé une série d'objectifs internationaux de développement à atteindre d'ici à 2015 (considérant 1990 comme étant l'année de référence), dont notamment celui de réduire de moitié la proportion de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté (moins d'un dollar par jour).

Dans la mesure où la réduction de la pauvreté est devenue un objectif prioritaire dans l'agenda du développement, la promotion d'une croissance « pro-pauvres » (« pro-poor growth ») constitue a fortiori, nous dit Klasen (2003), la mesure politique la plus pertinente pour atteindre cet objectif. En fait, les économistes et praticiens du développement s'accordent tous actuellement pour reconnaître que la croissance à elle seule n'est pas suffisante pour réduire la pauvreté. Ils focalisent désormais leur attention sur la notion de « croissance bénéfique aux pauvres » car ils considèrent que la nature (plus ou moins inégalitaire) de la croissance est tout aussi importante que l'ampleur de la croissance (globale) de l'économie pour accélérer le processus de réduction de la pauvreté.

La réduction de la pauvreté a été aussi un des objectifs majeurs affichés de la stratégie de développement à long terme de l'Égypte (World Bank and Ministry of Planning, Government of the Arab Republic of Egypt, 2002). Or, ce pays a connu de profondes transformations de son modèle de développement économique au début des années 1990. En effet, en réaction à la crise économique sévère à la fin des années 1980, les autorités égyptiennes ont été contraintes, au début de la décennie suivante, de mettre en œuvre des plans de stabilisation macroéconomique et d'ajustement structurel. L'application de ces mesures destinées à restaurer les équilibres macroéconomiques et à libéraliser l'économie égyptienne s'est traduite par une reprise puis par une accélération de la croissance au cours des années 1990, et par un ralentissement du rythme de la croissance durant la première moitié des années 2000. Cependant, dans le même temps, les inégalités relatives dans la répartition des dépenses de consommation ont évolué de façon non uniforme au cours du processus de croissance.

L'objectif de cet article est d'évaluer dans quelle mesure (ce retour de) la croissance économique a été véritablement favorable pour les pauvres en Égypte entre 1990 et 2004. À notre connaissance, très peu d'études empiriques ont étudié cette question dans le cas égyptien en utilisant des indicateurs de croissance « pro-pauvres ». À partir de l'estimation de courbes d'incidence de la croissance (Ravallion et Chen, 2003), El-Laithy, Lokshin et Banerji (2003) montrent que, sur la période 1995-2000, la dépense par tête des quintiles les plus bas de la distribution des dépenses a augmenté à un taux supérieur au taux annuel moyen, suggérant que les pauvres ont davantage bénéficié de la croissance économique que les non pauvres. Plus récemment, utilisant comme mesure de la croissance « pro-pauvres » l'indice construit par Ravallion et Chen (2003), Kheir-El-Din et El-Haithy (2006) trouvent que, sur l'ensemble de la période 1990/91-2004/05, la croissance a été légèrement (ou faiblement) « pro-pauvres » puisque le taux de croissance de la dépense par tête a été positif

(0,6%) pour le quintile le plus pauvre mais négatif pour tous les autres quintiles. Dans la présente étude, nous ferons appel, d'une part, aux données sur la pauvreté et la répartition des dépenses de consommation qui ont été publiées très récemment par la Banque mondiale et, d'autre part, à d'autres indices de croissance « pro-pauvres » suggérés notamment par Kakwani et Pernia (2000), Kakwani, Khandker et Son (2004) et Son (2004, 2007b).

L'article s'organise de la façon suivante. Nous présentons, dans une première section, une vue d'ensemble de l'évolution des indicateurs de croissance, de pauvreté et des inégalités en Egypte entre 1990 et 2004. Dans une deuxième section, nous passons en revue les principales approches et mesures de la croissance « pro-pauvres » qui nous servent, dans la section suivante, à évaluer le caractère plus ou moins favorable de la croissance pour les pauvres en Egypte au cours de la période 1990-2004. Dans une quatrième section, nous analysons dans quelle mesure la mise en place de politiques de redistribution en faveur des pauvres pourrait constituer un instrument efficace de réduction de la pauvreté. La dernière section reprend les principaux résultats trouvés dans notre étude empirique.

1. CROISSANCE, PAUVRETÉ ET INÉGALITÉ EN ÉGYPTE ENTRE 1990 ET 2004 : UNE VUE D'ENSEMBLE A PARTIR DES INDICATEURS MONÉTAIRES

Le tableau 1 fournit une vue d'ensemble de l'évolution de l'économie de l'Egypte entre 1990 et 2004. Ainsi, le PIB réel par tête de l'économie égyptienne a augmenté à un taux annuel moyen de 2,15% sur l'ensemble de la période. Si l'on retient, à l'instar de la Banque mondiale, comme seuil de pauvreté la ligne de pauvreté internationale de 1,25 dollar PPA/jour/personne¹, on observe que la pauvreté extrême a diminué entre 1990 et 2004. Le pourcentage de pauvres (mesuré par P_0) a baissé à un taux annuel moyen de 5,59%. Cependant, les indicateurs de mesure de l'intensité et de sévérité de la pauvreté, qui accordent un plus grand poids aux plus pauvres, ont connu, quant à eux, une évolution moins favorable sur la même période, avec une baisse nettement moins importante enregistrée par l'indicateur de l'intensité de la pauvreté (P_1) par rapport à la mesure P_0 de la pauvreté et une légère augmentation de la sévérité de la pauvreté (P_2). En outre, l'inégalité dans la répartition des dépenses de consommation n'a quasiment pas évolué sur l'ensemble de la période, comme le montre la très légère hausse de l'indice de Gini de 0,03%. Cet accroissement extrêmement faible de l'inégalité totale résulte de la conjugaison de variations compensatrices des parts des différents quintiles dans les dépenses de consom-

¹ En août 2008, la Banque mondiale a procédé à une première révision importante de ses estimations de la pauvreté dans les pays en développement incorporant des données nouvelles et de meilleure qualité. Fondée sur les conclusions de l'édition 2005 du « Programme de comparaison internationale », cette mise à jour majeure s'est traduite notamment par l'établissement d'une nouvelle ligne de pauvreté internationale à 1,25 dollar par jour aux prix de 2005. Le nouveau seuil de pauvreté retenu n'a pas été fixé de façon arbitraire : il correspond en fait au seuil de pauvreté moyen des dix à vingt pays les plus pauvres (Chen et Ravallion, 2008).

mation : la hausse de la part du quintile le plus riche (Q_5) et la réduction de la part allouée au quintile « intermédiaire » Q_3 (évolutions contribuant à l'aggravation de l'inégalité) ont été contrebalancées par la baisse de la part perçue par le quintile Q_4 et l'augmentation des parts des quintiles les plus pauvres (évolutions favorables à l'atténuation de l'inégalité).

Tableau 1. Croissance, pauvreté et inégalité en Egypte, 1990-2004

Indicateurs	1990	1995	1999	2004	Δ 95 / 90	Δ 99/ 95	Δ 04 / 99	Δ 04 / 90
PIB réel par tête	1 189,77	1 278,03	1 450,47	1 601,84	1,44	3,21	2,01	2,15
<i>Ligne de pauvreté (extrême) : 1,25 \$ PPA par jour</i>								
P₀	4,46	2,46	1,81	1,99	-11,25	-7,34	1,96	-5,59
P₁	0,60	0,34	0,31	0,39	-10,82	-1,84	4,18	-3,11
P₂	0,15	0,09	0,11	0,16	-8,46	4,85	6,58	0,48
<i>Ligne de pauvreté (modérée) : 2,50 \$ PPA par jour</i>								
P₀	44,13	45,51	36,96	35,51	0,62	-5,07	-0,80	-1,54
P₁	11,97	11,18	8,43	8,15	-1,36	-6,82	-0,68	-2,71
P₂	4,36	3,79	2,77	2,74	-2,78	-7,53	-0,23	-3,27
Indice de Gini	32,00	30,13	32,76	32,14	-1,20	2,12	-0,38	0,03
Q₁	8,61	9,51	8,95	8,96	2,01	-1,51	0,02	0,29
Q₂	12,42	13,01	12,47	12,64	0,93	-1,05	-0,27	0,13
Q₃	16,33	16,40	15,83	16,05	0,09	-0,88	-0,28	-0,12
Q₄	21,80	21,17	20,65	20,89	-0,58	-0,62	-0,23	-0,30
Q₅	40,84	39,91	42,10	41,46	-0,46	1,34	0,31	0,11

Notes : par exemple, $\Delta 95/90$ mesure la variation annuelle moyenne en % de l'indicateur considéré sur la période 1990-1995. P_0 correspond à l'incidence (l'ampleur ou l'intensité) de la pauvreté, c'est-à-dire au pourcentage de pauvres au sein de la population ; P_1 détermine la profondeur (la brèche ou le « gap ») de la pauvreté et donne une idée du degré d'éloignement des dépenses de consommation des pauvres par rapport à la dépense équivalente à la ligne de pauvreté ; P_2 définit la sévérité de la pauvreté et indique le degré de dispersion des dépenses de consommation des pauvres. L'indice de Gini mesure la concentration des dépenses de consommation. Q_1 désigne la part dans les dépenses de consommation perçue par le premier quintile (le plus pauvre) et Q_5 celle allouée au quintile le plus riche de la population.

Source : Banque mondiale et calcul de l'auteur.

Le tableau 1 révèle également que l'évolution des variables d'intérêt (le taux de croissance, le niveau de pauvreté et le degré d'inégalité) n'a pas été uniforme sur la période 1990-2004. Les progrès les plus importants en matière de réduction de la pauvreté monétaire ont été réalisés au cours de la période 1990-1995 (avec des diminutions de l'ampleur, de la profondeur et de la sévérité de la pauvreté respectivement égales à 11,25%, à 10,82% et à 8,46%), période durant laquelle le rythme de la croissance a été comparativement le plus faible (hausse de 1,44%) et la réduction de l'inégalité dans la répartition des dépenses a été relativement la plus importante (-1,20%). La croissance annuelle moyenne de l'économie a été relativement plus rapide durant la seconde moitié des années 1990. Cependant, bien qu'elle ait été propice à une réduction substantielle du pourcentage de pauvres dans la population (-7,34%) et, dans une

moindre mesure, de l'intensité de la pauvreté (-1,84%), cette accélération du rythme de la croissance (+3,21%) s'est traduite par un accroissement notable de la sévérité de la pauvreté (+4,85%), c'est-à-dire de l'indicateur de la pauvreté qui accorde le poids le plus important au bien-être des plus pauvres. Cette dégradation de la situation économique relative des individus les plus démunis résulte de l'accentuation de l'inégalité totale mesurée par l'indice de Gini (+2,12%) et, plus précisément, de la hausse de la part du quintile le plus riche (Q₅) dans les dépenses de consommation et de la réduction des parts allouées aux autres quintiles. Durant la première moitié des années 2000, le ralentissement de la croissance s'est accompagné d'une augmentation de l'ensemble des mesures de la pauvreté monétaire et, plus particulièrement, des indicateurs accordant un plus grand poids aux segments les plus défavorisés de la population. Ceci s'explique essentiellement par la plus forte progression de la part du quintile le plus riche (+0,31%) par rapport à celle du quintile le plus pauvre (+0,02%) et la baisse simultanément observée pour tous les autres quintiles.

Par ailleurs, il convient de rappeler ici que, d'après la classification des pays opérée par la Banque mondiale en fonction du revenu brut par habitant, l'Égypte figure parmi les économies à revenu intermédiaire situées dans la tranche inférieure. Dans ce cas, il est également opportun d'étudier l'évolution de la pauvreté dite « modérée » au cours de la période 1990-2004 en prenant comme ligne de pauvreté internationale un seuil de 2,50 dollars PPA/jour/personne. Toutes les mesures de la pauvreté monétaire s'accroissent sensiblement avec l'élévation du seuil de pauvreté. Sur l'ensemble de la période étudiée, on observe que la pauvreté modérée a baissé mais à une vitesse assez différente selon l'indicateur retenu : alors que le pourcentage de pauvres dépendant moins de 2,50 dollars par jour a reculé à un taux annuel moyen de 1,54%, la profondeur et la sévérité de la pauvreté ont diminué à des rythmes respectivement plus élevés de 2,71% et 3,27%. Ainsi, l'écart entre les dépenses des pauvres et la dépense équivalente à la ligne de pauvreté (mesuré par P₁) et les inégalités de dépenses parmi les pauvres (mesurées par P₂) se sont réduits plus rapidement que la proportion de pauvres dans la population totale. En outre, les données montrent clairement que la pauvreté « modérée » a fortement décliné durant la seconde moitié des années 1990. L'accélération de la croissance a donc particulièrement profité aux individus « modérément » pauvres.

D'autres études empiriques ont analysé l'évolution de la pauvreté en Égypte soit durant la seconde moitié des années 1990 (El-Laithy, Lokshin et Banerji, 2003 ; World Bank and Ministry of Planning, Government of the Arab Republic of Egypt, 2002) soit sur la période 1990/91-2004/05 (Kheir-El-Din et El-Laithy, 2006) mais en se basant sur des lignes de pauvreté nationales (spécifiques aux ménages) construites en suivant la méthodologie des besoins de base (alimentaires et non alimentaires) insatisfaits.² Nous reprenons ici (cf. tableau 2)

² Pour un exposé détaillé de cette méthodologie, voir particulièrement le rapport co-publié en 2002 par la Banque mondiale et le Ministère de la Planification du gouvernement égyptien (World Bank and Ministry of Planning, Government of the Arab Republic of Egypt, 2002).

les estimations des différents indices de pauvreté et d'inégalité présentées par Kheir-El-Din et El-Laithy (2006).

Tableau 2. Pauvreté et inégalité, 1990/91-2004/05, en %

Indicateurs	1990/91	1995/96	1999/00	2004/05
P ₀	24,18	19,41	16,74	19,56
P ₁	6,54	3,39	2,97	3,90
P ₂	2,77	0,91	0,80	1,09
Indice de Gini	44,60	34,50	36,20	32,00

Source : *Kheir-El-Din et El-Laithy (2006)*.

Comme le montre le tableau 2, la pauvreté diminue sensiblement durant les années 1990, quel soit l'indicateur de pauvreté considéré. Kheir-El-Din et El-Laithy (2006) attribuent cette baisse importante de la pauvreté à une forte reprise/accélération de la croissance du PIB en 1994/95, qui s'est poursuivie jusqu'à la fin de la décennie. En outre, la baisse de l'indice de Gini de 44,6% à 36,2% indique une réduction de l'inégalité dans la répartition des dépenses de consommation durant les années 1990. Comme le soulignent les auteurs, cette amélioration de la répartition des dépenses n'a pas été uniforme. En effet, l'indice de Gini a diminué très nettement (passant de 44,6% à 34,5%) durant la première moitié des années 1990 en raison de la hausse des revenus agricoles qui est survenue à la suite des efforts de stabilisation et de libéralisation entrepris par l'économie égyptienne. En revanche, on assiste à une légère remontée de l'inégalité des dépenses durant la seconde moitié de la décennie. Celle-ci s'explique par l'aggravation de l'inégalité dans la répartition des dépenses dans les gouvernorats métropolitains et en particulier dans ceux situés en Haute-Egypte (World Bank and Ministry of Planning, Government of the Arab Republic of Egypt, 2002).

2. LA CROISSANCE « PRO-PAUVRES » : CONCEPTS ET MESURES

2.1. Les définitions concurrentes du concept de croissance « pro-pauvres » : un survol de la littérature

Bien qu'il soit largement utilisé par les économistes du monde académique et de terrain intéressés aux questions de développement et de lutte contre la pauvreté, le terme de croissance « pro-pauvres » fait l'objet de fortes controverses autour de sa définition.³ Schématiquement, on peut trouver deux définitions concurrentes de ce concept dans la littérature récente : une définition absolue et une définition relative.

D'après la définition absolue, la croissance est qualifiée de « pro-pauvres » si elle réduit la pauvreté absolue (Ravallion, 2004 ; Ravallion et Chen, 2003). En d'autres termes, s'intéressant en priorité au taux de variation de

³ Pour une présentation du débat autour de la définition du concept de croissance « pro-pauvres », voir, entre autres, Sami Bibi (2006), Cord, Lopez et Page (2003), Klasen (2003), Lachaud (2007), Lopez (2004), Nissanke et Thorbecke (2006), Ravallion (2004) et Son (2007a).

la pauvreté absolue, cette approche considère que tout accroissement du revenu moyen qui se traduit par une diminution de la pauvreté est « pro-pauvres », même si la croissance s'accompagne d'une aggravation de l'inégalité des revenus. En revanche, la définition relative met davantage l'accent sur les effets de la croissance sur la répartition des revenus, c'est-à-dire les variations de l'inégalité au cours du processus de croissance (Baulch et McCulloch, 1999 ; Kakwani et Pernia, 2000 ; Son, 2004). Ainsi, selon cette approche, la croissance peut être considérée comme « pro-pauvres » si elle réduit l'inégalité relative, i.e. dès lors que les changements distributifs accompagnant la croissance favorisent proportionnellement plus les pauvres que les non pauvres (les revenus des plus pauvres doivent croître à un taux supérieur à ceux des non pauvres).

Lopez (2004) et Osmani (2005) trouvent que ces deux définitions du concept de croissance « pro-pauvres » présentent certaines limites. Ils font remarquer que, pour juger du caractère plus ou moins favorable de la croissance pour les pauvres, il ne faut pas uniquement s'intéresser à la nature du processus de croissance, c'est-à-dire à son impact sur la répartition des revenus, comme le suggère la définition relative précédente. Il est également nécessaire de tenir compte de la réduction de la pauvreté en termes absolus permise par le niveau du taux de croissance agrégée, comme le préconise l'approche absolue présentée plus haut. Autrement dit, le concept de croissance « pro-pauvres » doit prendre en considération à la fois l'ampleur de la croissance et la manière dont les fruits de cette croissance sont répartis entre les pauvres et les non pauvres. Ainsi, dans cette optique, Kakwani, Khandker et Son (2004) et Son (2004) ont élaboré de nouvelles mesures de la croissance « pro-pauvres » qui présentent l'intérêt majeur de combiner ces deux approches.

2.2. Les indicateurs de croissance « pro-pauvres »

Pour dériver les mesures de la croissance « pro-pauvres » utilisées par la suite pour évaluer le caractère plus ou moins favorable de la croissance pour les pauvres en Egypte sur la période 1990-2004, il est commode de partir de la classe générale des mesures de la pauvreté proposée par Foster, Greer et Thorbecke (1984) :

$$P_{\alpha} = \int_0^z \left(\frac{z-x}{z} \right)^{\alpha} f(x) dx \quad (1)$$

où x est une mesure du niveau de vie (le revenu ou la dépense) d'un individu, z représente la ligne de pauvreté et α est un paramètre d'aversion à l'inégalité. Lorsque $\alpha = 0$, l'indicateur de pauvreté correspond à l'incidence de la pauvreté. Pour $\alpha = 1$, on obtient la mesure de la profondeur de la pauvreté. Lorsque $\alpha = 2$, on obtient la mesure de la sévérité de la pauvreté.

Le degré de pauvreté dépend de deux facteurs : le revenu moyen et le degré d'inégalité des revenus. En effet, la croissance économique se traduit par une hausse du revenu moyen, laquelle a un impact favorable sur la réduction de

la pauvreté. Cependant, la croissance s'accompagne en général de variations de la répartition des revenus. En particulier, une détérioration de l'inégalité des revenus peut atténuer l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté. Ainsi, on peut écrire une mesure de la pauvreté de la façon générale suivante :

$$P = P(\mu, L(p)) \quad (2)$$

où μ désigne le revenu moyen de la société et $L(p)$ est la fonction de Lorenz mesurant la répartition relative des revenus. $L(p)$ correspond au pourcentage de revenu perçu par les p % les plus pauvres de la population.

Pour estimer la contribution de ces deux facteurs dans la réduction de la pauvreté, Kakwani (1993, 2000) et Kakwani et Son (2004) suggèrent de décomposer la variation proportionnelle de la pauvreté comme suit :

$$\frac{dP_\alpha}{P_\alpha} = \eta_\alpha \frac{d\mu}{\mu} + \varepsilon_\alpha \frac{dG}{G} \quad (3)$$

où G désigne une mesure du degré d'inégalité ; il s'agit en général de l'indice de Gini. η_α correspond à l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance et ε_α constitue l'élasticité de la pauvreté par rapport à l'inégalité. Divisons l'expression (3) par le taux de croissance du revenu moyen pour obtenir l'élasticité totale de la pauvreté notée δ_α :

$$\delta_\alpha = \eta_\alpha + \varepsilon_\alpha \lambda \quad (4)$$

avec :

$$\delta_\alpha = \frac{dP_\alpha/P_\alpha}{d\mu/\mu} \text{ et } \lambda_\alpha = \frac{dG/G}{d\mu/\mu}$$

L'élasticité totale de la pauvreté mesure l'impact de la croissance sur la pauvreté lorsque l'inégalité peut également varier avec la croissance. δ_α indique la variation en pourcentage de la pauvreté consécutive à l'accroissement de un pourcent du taux de croissance du revenu moyen et λ_α mesure la variation en pourcentage de la mesure de l'inégalité (l'indice de Gini) suite à une augmentation de un pourcent du taux de croissance. Lorsque λ est positif (négatif), le processus de croissance s'accompagne d'une augmentation (baisse) de l'inégalité.

A partir de l'équation (4), nous pouvons déduire l'indice de croissance « pro-pauvres » (ICPP) élaboré par Kakwani et Pernia (2000) qui est égal au rapport entre l'élasticité totale de la pauvreté et l'élasticité-croissance de la pauvreté :

$$\varphi_\alpha = \frac{\delta_\alpha}{\eta_\alpha} \quad (5)$$

Trois scénarii sont envisagés par les auteurs. La croissance est considérée comme « pro-pauvres » lorsque $\varphi_\alpha > 1$. Dans ce cas, les pauvres bénéficient plus que proportionnellement de la croissance que les non pauvres (la croissance conduit à une redistribution favorable aux pauvres). Lorsque $0 < \varphi_\alpha < 1$, la croissance n'est pas strictement « pro-pauvres » car, même si la pauvreté diminue avec la croissance, le processus de croissance s'accompagne d'une redistribution défavorable aux pauvres. Cette situation fait référence à un processus de croissance inégalitaire dans lequel les pauvres bénéficient moins que proportionnellement des dividendes de la croissance que les non pauvres (« *trickle-down* » *growth*). Enfin, si $\varphi_\alpha < 0$, la croissance aboutit à une augmentation de la pauvreté et on peut parler ici de « croissance appauvrissante ».

Tandis que l'ICPP capture la répartition des dividendes de la croissance entre les pauvres et les non pauvres, il ne prend pas en compte le niveau du taux de croissance observé. De ce fait, Kakwani, Khandker et Son (2004) ont proposé une nouvelle mesure de la croissance « pro-pauvres » appelée « taux de croissance d'équivalent pauvreté »⁴ (TCEP). Les auteurs définissent le TCEP noté γ_α^* comme le taux de croissance qui engendrerait un même niveau de réduction de la pauvreté que le taux de croissance actuel γ en présence d'un processus de croissance non accompagné d'une quelconque variation de l'inégalité. Le taux actuel de réduction proportionnelle de la pauvreté est $\delta_\alpha \gamma$. Si la croissance était neutre du point de vue distributif, alors le taux de croissance γ^* entraînerait une réduction proportionnelle de la pauvreté égale à $\eta_\alpha \gamma_\alpha^*$, qui devrait être identique à $\delta_\alpha \gamma$. Par conséquent, le TCEP est donné par

$$\gamma_\alpha^* = \left(\frac{\delta_\alpha}{\eta_\alpha} \right) \gamma = \varphi_\alpha \gamma \quad (6)$$

où γ est le taux de croissance du revenu moyen et φ_α l'ICPP développé par Kakwani et Pernia (2000). La croissance est « pro-pauvres » (« pro-riches ») si γ^* est supérieur (inférieur) à γ . Lorsque $0 < \gamma^* < \gamma$, la croissance s'accompagne d'une aggravation de l'inégalité, même si elle réduit la pauvreté (« *trickle-down* » *growth*).

D'après Son (2007b), l'équation (6) peut se réécrire de la façon suivante :

$$\gamma_\alpha^* = \gamma + (\varphi_\alpha - 1)\gamma \quad (7)$$

Le second terme de l'équation précédente indique le gain (ou la perte) de taux de croissance lorsque la croissance est « pro-pauvres » (« pro-riches »).

⁴ Nous avons repris la traduction française du terme « poverty equivalent growth rate » donnée par Lachaud (2007).

Par ailleurs, Son (2004) a proposé un autre indicateur de croissance « pro-pauvres » appelé « courbe de croissance de pauvreté »⁵ (CPP), qui englobe les conceptions absolue et relative de ce terme. D'après l'auteur, contrairement à la « courbe d'incidence de la croissance » (Ravallion et Chen, 2003), la CPP peut être déterminée sans spécifier le seuil de pauvreté et la mesure de la pauvreté. Il suffit de connaître les parts des différents quintiles ou déciles et le revenu moyen à deux périodes différentes. Formellement, la CPP se définit comme suit :

$$g(p) = \gamma + \Delta \ln(L(p)) \quad (8)$$

où :

$g(p)$ représente le taux de croissance du revenu moyen des p % les plus pauvres de la population lorsque les individus sont classés selon leur revenu par tête ;

$\Delta \ln(L(p))$ mesure la variation relative de la part (en %) dans le revenu allouée aux p % les plus pauvres de la population.

Son (2004) distingue trois scénarii possibles. La croissance est « pro-pauvres » (la pauvreté absolue diminue et l'inégalité des revenus diminue) si $g(p) > \gamma > 0$. Lorsque $0 < g(p) < \gamma$, même si elle diminue la pauvreté absolue, la croissance est associée à une augmentation de l'inégalité des revenus résultant d'une répartition des fruits de la croissance relativement plus favorable pour les non pauvres (« *trickle-down* » *growth*). Enfin, une situation de « croissance appauvrissante » prévaut si $\gamma > 0$ et $g(p) < 0$.

3. LA CROISSANCE A-T-ELLE ÉTÉ « PRO-PAUVRES » EN TERMES MONÉTAIRES EN ÉGYPTÉ SUR LA PÉRIODE 1990-2004 ?

Le tableau 3 présente les résultats auxquels nous parvenons pour un seuil de pauvreté (extrême) établi à 1,25 dollars PPA par jour et par personne. Nous pouvons formuler les quatre conclusions suivantes.

Premièrement, lorsqu'il est calculé à partir des mesures de l'incidence (P_0) et de la profondeur (P_1) de la pauvreté, l'indice de croissance « pro-pauvres » (ICPP) est compris entre 0 et 1 sur l'ensemble de la période. En conséquence, bien qu'elle ait abouti à une réduction de la pauvreté extrême, la croissance a été associée à une aggravation de l'inégalité des dépenses de consommation entre les pauvres et les non pauvres. Ceci signifie que le processus de croissance poursuivi en Egypte durant la période 1990-2004 n'a pas été strictement « pro-pauvres » : la diffusion des fruits de la croissance a été relativement défavorable pour les pauvres (« *trickle-down* » *growth*). Une conclusion identique peut être tirée si l'on retient comme mesure du caractère « pro-

⁵ Nous avons repris la traduction française du terme « poverty growth curve » proposée par Lachaud (2007).

pauvres » plus ou moins grand de la croissance, le taux de croissance d'équivalent pauvreté (TCEP) dans la mesure où cet indicateur est supérieur à zéro mais inférieur au taux de croissance observé.

Deuxièmement, il apparaît que les plus pauvres ont bénéficié moins que proportionnellement des dividendes de la croissance que les pauvres sur l'ensemble de la période. La valeur des indices de croissance « pro-pauvres » diminue avec la hausse du paramètre d'aversion à l'inégalité, i.e. lorsque l'on s'intéresse aux mesures de la pauvreté qui accordent un plus grand poids au bien-être des plus démunis. D'ailleurs, la croissance a même été « appauvrissante » pour les plus pauvres sur la période 1990-2004 car les deux indicateurs de croissance « pro-pauvres » correspondant à la mesure de la sévérité de la pauvreté (P_2), sont de signe négatif.

Tableau 3. Estimations d'indices de croissance « pro-pauvres » (en %) pour l'Egypte, 1990-2004.
Ligne de pauvreté (extrême) : 1,25 \$ PPA par jour

Mesures de la pauvreté	Elasticité totale de la pauvreté	qui se décompose en		Indice de croissance « pro-pauvres »	Taux de croissance d'équivalent pauvreté	Gains (+)/ pertes (-) de taux de croissance
		Elasticité-croissance	Elasticité-inégalité			
P₀						
1990-1995	-8,34	-6,34	-2,00	1,32	1,90	0,46
1995-1999	-2,41	-6,22	3,81	0,39	1,25	-1,97
1999-2004	0,98	-5,38	6,36	-0,18	-0,36	-2,37
1990-2004	-2,71	-5,50	2,80	0,49	1,06	-1,09
P₁						
1990-1995	-8,00	-6,33	-1,67	1,26	1,82	0,38
1995-1999	-0,59	-5,50	4,91	0,11	0,34	-2,87
1999-2004	2,06	-4,46	6,52	-0,46	-0,93	-2,93
1990-2004	-1,49	-5,29	3,81	0,28	0,60	-1,54
P₂						
1990-1995	-6,18	-5,76	-0,41	1,07	1,54	0,10
1995-1999	1,50	-4,42	5,91	-0,34	-1,09	-4,31
1999-2004	3,21	-3,27	6,49	-0,98	-1,97	-3,97
1990-2004	0,22	-4,62	4,85	-0,05	-0,10	-2,25

Source : calcul de l'auteur à partir des données de la Banque mondiale.

Troisièmement, on peut noter que le degré de croissance « pro-pauvres » (c'est-à-dire le caractère plus ou moins bénéfique de la croissance pour les pauvres) a sensiblement varié d'une sous-période à l'autre.

Pour les indices de croissance « pro-pauvres » relatifs aux mesures de l'incidence (P_0) et de la profondeur (P_1) de la pauvreté, les trois scénarii présentés plus haut (cf. section 3) se sont successivement produits dans le cas égyptien. La croissance a été favorable aux pauvres durant la première moitié des années 1990 (l'ICPP est supérieur à un et le taux de croissance d'équivalent de la pauvreté excède le taux de croissance observé). La croissance n'a pas été strictement favorable aux pauvres sur la période 1995-1999 (l'ICPP est compris entre 0 et 1 et le TCEP est inférieur au taux de croissance constaté) : la redistribution des fruits de la croissance a été défavorable aux pauvres, même si la pauvreté absolue a diminué (« *trickle-down* » *growth*). L'Egypte a connu une

situation de « croissance appauvrissante » durant la première moitié des années 2000 (les deux indicateurs de croissance « pro-pauvres » sont de signe négatif). Ainsi, en dépit d'un taux de croissance positif, la pauvreté absolue s'est accrue entre 1999 et 2004.

Pour les indices de croissance « pro-pauvres » correspondant à la mesure de la sévérité de la pauvreté (P_2), on constate que la croissance a été strictement favorable aux pauvres uniquement pendant la période 1990-1995, les deux sous-périodes suivantes se caractérisant par une « croissance appauvrissante ».

Quatrièmement, la dernière colonne du tableau 3 mesure les gains (les pertes) de taux de croissance lorsque la croissance est « pro-pauvres » (« non pro-pauvres » ou « pro-riches »). Il ressort que la perte de taux de croissance induite par la poursuite d'un processus de croissance non favorable aux pauvres est relativement élevée et plus importante pour les mesures de la pauvreté mo-
nétaire accordant une plus grande attention aux plus pauvres.

Tableau 4. Estimations d'indices de croissance « pro-pauvres » (en %) pour l'Égypte, 1990-2004.
Ligne de pauvreté (modérée) : 2,50 \$ PPA par jour

Mesures de la pauvreté	Elasticité totale de la pauvreté	qui se décompose en		Indice de croissance « pro-pauvres »	Taux de croissance d'équivalent pauvreté	Gains (+)/ pertes (-) de taux de croissance
		Elasticité-croissance	Elasticité- inégalité			
P₀						
1990-1995	0,43	-1,86	2,29	-0,23	-0,33	-1,78
1995-1999	-1,64	-2,12	0,48	0,77	2,49	-0,72
1999-2004	-0,40	-2,34	1,93	0,17	0,35	-1,66
1990-2004	-0,73	-2,08	1,35	0,35	0,75	-1,39
P₁						
1990-1995	-0,95	-2,88	1,93	0,33	0,48	-0,96
1995-1999	-2,23	-3,23	1,00	0,69	2,22	-0,99
1999-2004	-0,34	-3,37	3,03	0,10	0,20	-1,80
1990-2004	-1,29	-3,02	1,73	0,43	0,92	-1,23
P₂						
1990-1995	-1,97	-3,69	1,72	0,53	0,77	-0,67
1995-1999	-2,47	-3,99	1,52	0,62	1,99	-1,22
1999-2004	-0,12	-4,01	3,90	0,03	0,06	-1,95
1990-2004	-1,57	-3,72	2,15	0,42	0,90	-1,24

Source : calcul de l'auteur à partir des données de la Banque mondiale.

Le tableau 4 résume les résultats obtenus lorsque le seuil de pauvreté (modérée) est fixé à 2,50 dollars PPA par jour et par personne. Si l'on s'intéresse à la période 1990-2004, on remarque que l'ICPP est compris entre 0 et 1 et le TECP est supérieur à zéro mais inférieur au taux de croissance observé. Par conséquent, même si elle a entraîné une diminution de la pauvreté absolue, la croissance n'a pas été « pro-pauvres » car elle a engendré une redistribution des dépenses relativement défavorable aux pauvres sur l'ensemble de la période (« *trickle-down* » *growth*).

Enfin, la courbe de croissance de pauvreté indique que le taux de croissance de la dépense moyenne des p % du bas de la distribution $g(p)$ est supérieur à zéro pour tous les quintiles sur l'ensemble de la période (voir le tableau 5

et le graphique 1). On peut donc conclure que la pauvreté a diminué sans ambiguïté entre 1990 et 2004. Cependant, en suivant le critère de Son (2004), il nous est impossible de conclure quant au caractère « pro-pauvres » ou non de la croissance en Egypte sur la période entière : les $g(p)$ sont supérieurs aux taux de croissance annuel moyen ($\gamma = 2,15\%$) pour les trois premiers quintiles, tandis que le taux de croissance de la dépense moyenne des 80 % les plus pauvres de la population est inférieur à 2,15%.

Graphique 1. Courbes de croissance de pauvreté pour l'Egypte, 1990-2004

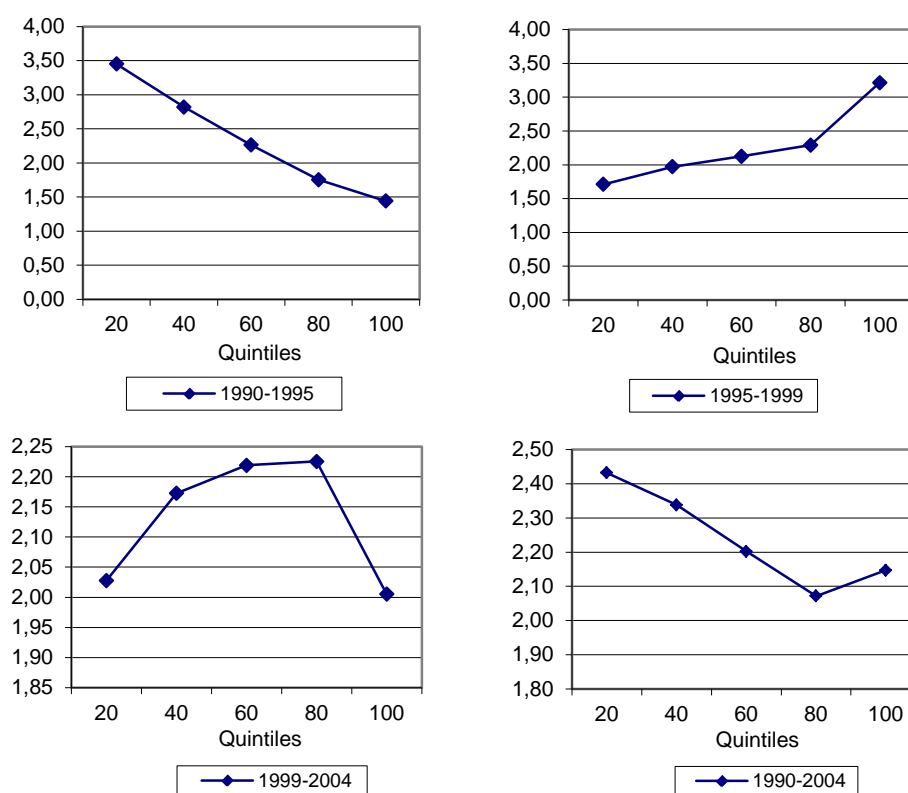


Tableau 5. Courbe de croissance de pauvreté pour l'Egypte, 1990-2004

Quintiles	1990-1995	1995-1999	1999-2004	1990-2004
20	3,45	1,71	2,03	2,43
40	2,82	1,97	2,17	2,34
60	2,26	2,12	2,22	2,20
80	1,75	2,29	2,23	2,07
100	1,44	3,21	2,01	2,15

Source : calcul de l'auteur à partir des données de la Banque mondiale.

A nouveau, on peut remarquer que le degré de croissance « pro-pauvres » a sensiblement varié d'une sous-période à l'autre. La croissance a sans ambiguïté été favorable pour les pauvres en Egypte durant la première moitié des années 1990 : $g(p) > \gamma > 0$. La croissance a donc été associée à une réduction de la pauvreté et de l'inégalité dans la répartition des dépenses de consommation au cours de cette sous-période. En revanche, dans la mesure où tous les $g(p)$ sont positifs mais inférieurs au taux de croissance annuel moyen qui s'élève à 3,21%, il s'avère que la croissance n'a pas été « pro-pauvres » (i.e. les pauvres ont bénéficié moins que proportionnellement des dividendes de la croissance que les non pauvres) durant la seconde moitié des années 1990 en Egypte. En d'autres termes, la nature du processus de croissance a conduit à une diffusion inégalitaire des retombées au détriment des pauvres (« *trickle-down* » *growth*) en Egypte entre 1995 et 1999. Enfin, toujours d'après le critère de Son (2004), la croissance a sans ambiguïté été « pro-pauvres » durant la première moitié des années 2000. Cette dernière conclusion mérite néanmoins d'être nuancée puisque l'on peut observer que c'est la part du quintile le plus pauvre qui a connu la progression la plus faible.

4. L'ARBITRAGE ENTRE INÉGALITÉ ET CROISSANCE EN ÉGYPTESUR LA PÉRIODE 1990-2004

Dans la mesure où les variations du revenu moyen et du degré d'inégalité ont une influence sur la pauvreté, on peut se poser la question suivante : quel serait alors le niveau du taux de croissance requis pour contrebalancer l'effet défavorable d'un accroissement de l'inégalité sur la pauvreté ? Si l'indice de Gini augmentait de 1%, de combien devrait augmenter le taux de croissance pour que la pauvreté ne s'accroisse pas ?

Pour quantifier cet arbitrage entre inégalité et croissance, nous utilisons l'indice d'arbitrage inégalité-croissance (IAIC) proposé par Kakwani (1993, 2000). L'IAIC s'obtient en rendant la variation proportionnelle de la pauvreté égale à zéro dans l'équation (3) :

$$\phi_\alpha = -\frac{\varepsilon_\alpha}{\eta_\alpha} \quad (9)$$

où $\eta_\alpha(\varepsilon_\alpha)$ est l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance (à l'inégalité).

L'indice ϕ_α mesure la hausse en pourcentage du taux de croissance du revenu moyen qui est nécessaire pour compenser une augmentation de 1% du coefficient de Gini de sorte à maintenir la pauvreté constante. Alternativement, si la mise en œuvre de politiques « pro-pauvres » conduit à une baisse de 1% de l'indice de Gini, cette stratégie de redistribution équivaut à atteindre ϕ_α % supplémentaire de taux de croissance, pour un niveau de pauvreté donné. Ainsi, plus la valeur de l'IAIC est élevée, plus les bénéfices issus de l'adoption de politiques de redistribution en faveur des pauvres (qui réduisent l'inégalité) sont importants. Néanmoins, dans un pays où la valeur de l'IAIC s'avère être faible

(i.e. inférieure à un), le gouvernement « a peu à gagner » à miser sur une stratégie de redistribution de ce type pour parvenir à un taux désiré de réduction de la pauvreté et doit plutôt opter pour des politiques d'accélération de la croissance pour atteindre le même objectif.

Tableau 6. Estimations de l'indice d'arbitrage inégalité-croissance (en %) pour l'Égypte, 1990-2004.

Ligne de pauvreté (extrême) : 1,25 \$ PPA par jour

Mesures de la pauvreté	Elasticité de la pauvreté par rapport à la croissance	Elasticité de la pauvreté par rapport à l'inégalité	Indice d'arbitrage inégalité-croissance
P ₀			
1990	-5,90	9,77	1,65
1995	-6,77	10,66	1,57
1999	-5,66	11,05	1,95
2004	-5,11	10,01	1,96
P ₁			
1990	-6,42	13,28	2,07
1995	-6,24	12,41	1,99
1999	-4,75	12,23	2,57
2004	-4,17	11,13	2,67
P ₂			
1990	-6,27	15,69	2,50
1995	-5,26	13,43	2,55
1999	-3,57	12,88	3,60
2004	-2,97	11,75	3,95

Source : calcul de l'auteur à partir des données de la Banque mondiale.

Tableau 7. Estimations de l'indice d'arbitrage inégalité-croissance (en %) pour l'Égypte, 1990-2004.

Ligne de pauvreté (modérée) : 2,50 \$ PPA par jour

Mesures de la pauvreté	Elasticité de la pauvreté par rapport à la croissance	Elasticité de la pauvreté par rapport à l'inégalité	Indice d'arbitrage inégalité-croissance
P ₀			
1990	-1,79	0,59	0,33
1995	-1,94	0,56	0,29
1999	-2,31	1,10	0,48
2004	-2,37	1,14	0,48
P ₁			
1990	-2,69	2,21	0,82
1995	-3,07	2,17	0,71
1999	-3,39	3,09	0,91
2004	-3,36	3,09	0,92
P ₂			
1990	-3,48	3,80	1,09
1995	-3,90	3,70	0,95
1999	-4,08	4,90	1,20
2004	-3,95	4,86	1,23

Source : calcul de l'auteur à partir des données de la Banque mondiale.

Les résultats obtenus dans le cas de l'Égypte pour la période 1990-2004 sont résumés dans les tableaux 6 et 7. On peut tirer quatre conclusions principales de l'analyse des chiffres contenus dans ces deux tableaux.

Premièrement, la valeur de l'IAIC est bien supérieure à un lorsque le seuil de pauvreté est fixé à 1,25 \$ PPA/jour/personne (tableau 6), indiquant qu'une politique de redistribution en faveur des pauvres peut être un instrument efficace de réduction de la pauvreté.

Deuxièmement, on remarque que, conformément à Kakwani et Son (2004), la valeur de l'IAIC s'accroît de façon monotone avec le degré d'aversion à l'inégalité mesuré par le paramètre α , quelle que soit la ligne de pauvreté retenue. Ceci implique que les plus pauvres bénéficient plus que proportionnellement des politiques de développement « pro-pauvres » (destinées à réduire les inégalités) que les pauvres dans la mesure où, comme la valeur de α augmente, un poids plus grand est donné à ceux dont le revenu est le plus éloigné de la ligne de pauvreté.

Troisièmement, nous constatons que l'IAIC est relativement plus élevé pour la ligne de pauvreté inférieure (1,25 \$ PPA/jour/personne). Ceci semble suggérer, à nouveau, que les plus pauvres bénéficient plus que proportionnellement des mesures de redistribution progressive que les pauvres.

Enfin, il apparaît que, conformément à Kakwani et Son (2004), l'efficacité, en termes de réduction de la pauvreté, d'une politique de réduction des inégalités est d'autant plus grande que le degré d'inégalité initiale est important. En effet, les résultats montrent que la valeur de l'IAIC est plus faible en 1995 par rapport aux trois autres années étudiées ; or, c'est l'année pour laquelle l'indice de Gini est le moins important.

CONCLUSION

Dans cet article, nous avons cherché à évaluer dans quelle mesure la croissance économique a été bénéfique en termes monétaires aux pauvres en Egypte entre 1990 et 2004. Pour répondre à cette question, nous avons utilisé un certain nombre d'indices de croissance « pro-pauvres » suggérés notamment par Kakwani et Pernia (2000), Kakwani, Khandker et Son (2004) et Son (2004, 2007b). Nous sommes parvenus aux principaux résultats suivants (qui sont résumés dans le tableau 8) :

Tableau 8. Synthèse des résultats obtenus

	ICPP et TECP correspondant aux mesures de la pauvreté		CPP
	P ₀ et P ₁	P ₂	
1990-1995	Croissance « pro-pauvres »	Croissance « pro-pauvres »	Croissance « pro-pauvres »
1995-1999	Croissance inégalitaire	Croissance appauvrissante	Croissance inégalitaire
1999-2004	Croissance appauvrissante	Croissance appauvrissante	Croissance « pro-pauvres »
1990-2004	Croissance inégalitaire	Croissance appauvrissante	Conclusion impossible

ICPP : indice de croissance « pro-pauvres » (Kakwani et Pernia, 2000) ; *TECP* : « taux de croissance d'équivalent pauvreté » (Kakwani et al., 2004) ; *CPP* : « courbe de croissance de pauvreté » (Son, 2004). Croissance « pro-pauvres » : réduction de la pauvreté et de l'inégalité ; croissance « inégalitaire » (« trickle-down » growth) ou non strictement « pro-pauvres » : diminution de la pauvreté et accroissement de l'inégalité ; croissance « appauvrissante » : augmentation de la pauvreté et de l'inégalité.

1- La croissance égyptienne n'a pas été (strictement) favorable aux pauvres sur la période 1990-2004, si l'on se réfère aux mesures de la croissance « pro-pauvres » proposées par Kakwani et Pernia (2000) et Kakwani, Khandker et Son (2004). Ainsi, même si la croissance a engendré une diminution de la pauvreté absolue, la redistribution des fruits de cette croissance a été relativement défavorable aux pauvres par rapport aux non pauvres entre 1990 et 2004. Il en a découlé une aggravation de l'inégalité relative dans la répartition des dépenses de consommation. Cependant, il nous est impossible de conclure quant au caractère plus ou moins favorable de la croissance pour les pauvres à partir du critère élaboré par Son (2004).

2- Les plus pauvres ont bénéficié moins que proportionnellement des dividendes de la croissance que les pauvres sur l'ensemble de la période. La valeur des indices de croissance « pro-pauvres » a diminué avec la hausse du paramètre d'aversion à l'inégalité et la croissance a été « inégalitaire » (« appauvrissante ») pour les pauvres (les plus pauvres) sur la période 1990-2004.

3- Les résultats trouvés ont varié sensiblement d'une sous-période à l'autre et/ou en fonction de l'indicateur de croissance « pro-pauvres » utilisé. La croissance a été favorable pour les pauvres durant la première moitié des années 1990. La croissance a été « inégalitaire » (« *trickle-down* » *growth*), voire « appauvrissante » (pour les plus démunis), durant la seconde moitié des années 1990. Pour la période 1999-2004, les conclusions sont très différentes : la croissance a été « appauvrissante » d'après les indices de Kakwani et Pernia (2000) et Kakwani, Khandker et Son (2004) et « pro-pauvres » selon la mesure de Son (2004). Cependant, un examen plus approfondi de la courbe de croissance de pauvreté relative à cette dernière sous-période révèle que c'est la part des 20% les plus pauvres qui a connu la progression la plus faible. Ceci laisse à penser que la croissance a été moins favorable pour les pauvres que ne le suggère l'interprétation stricte des résultats issus de l'application du critère défini par Son (2004).

4- Enfin, comme le suggèrent nos estimations de l'indice d'arbitrage entre croissance et inégalité élaboré par Kakwani (1993, 2000), l'application de mesures de redistribution en faveur des pauvres pourrait être un instrument efficace de lutte contre la pauvreté en Egypte.

REFERENCES

- Baulch R., McCulloch N. A., 1999, « Tracking pro-poor growth », ID21 Insights n° 31, Institute of Development Studies, University of Sussex, September.
- Bibi S., 2006, « Growth with equity is better for the poor », CIRPÉE, Working Paper n° 06-40, University of Laval, Department of Economics, November.
- Chen S., Ravallion M., 2008, « The developing world is poorer than we thought, but no less successful in the fight against poverty », The World Bank Development Research Group, Poverty Team, Policy Research Working Paper n° 4703, August.

- Cord L.J., Lopez Humberto J., Page J., 2003, « 'When I use a word...' Pro-poor growth and poverty reduction », Working Paper prepared as part of the Operationalizing Pro-Poor Growth research program, World Bank, August.
- Ehrhart C., 2008, « Croissance, pauvreté et inégalités en Egypte durant les années 1990 », Document de travail du projet FEMISE, 31-06R, « Analyse de l'impact de la croissance sur la pauvreté et identification des stratégies de croissance bénéfique aux pauvres (« pro-poor growth strategies »). Etude des cas pour six pays partenaires méditerranéens : Egypte, Israël, Liban, Maroc, Tunisie et Turquie », dirigé par V. Bérenger et C. Berthomieu (Université de Nice - Sophia Antipolis).
- El-Laithy H., Lokshin M., Banerji A., 2003, « Poverty and economic growth in Egypt, 1995-2000 », The World Bank Development Research Group, Poverty Team, Policy Research Working Paper n° 3068.
- Foster J., Greer J., Thorbecke E., 1984, « A class of decomposable poverty measures », *Econometrica*, Vol. 52, n° 3, pp. 761-766.
- Kakwani N., 2000, « Growth and poverty reduction : an empirical analysis », *Asian Development Review*, Vol. 18, n° 2, pp. 74-84.
- Kakwani N., 1993, « Poverty and economic growth with application to Côte d'Ivoire », *Review of Income and Wealth*, Vol. 39, n° 2, pp. 121-139.
- Kakwani N., Pernia E.M., 2000, « What is pro-poor growth ? », *Asian Development Review*, Vol. 18, n° 1, pp. 1-16.
- Kakwani N., Son Hyun H., 2004, « Economic growth and poverty reduction : initial conditions matter », United Nations Development Programme, International Poverty Centre, Working Paper n° 2.
- Kakwani N., Khandker S., Son Hyun H., 2004, « Pro-poor growth : concepts and measurement with country case studies », United Nations Development Programme, International Poverty Centre, Working Paper n° 1.
- Kheir-El-Din H., El-Haithy H., 2006, « An assessment of growth, distribution and poverty in Egypt: 1990/91-2004/05 », The Egyptian Center for Economic Studies, Working Paper n° 115.
- Klasen S., 2003, « In search of the holy grail : how to achieve pro-poor growth? », Ibero-America Institute for Economic Research, University of Goettingen, Discussion Paper n° 96.
- Lachaud J.-P., 2007, « La mesure de la croissance pro-pauvres au Burkina Faso: espace de l'utilité ou des capacités ? », *Revue d'économie du développement*, Vol. 21, n° 1, pp. 5-44.
- Lopez Humberto J., 2004, « Pro-Poor Growth : A Review of What We Know (and of What We Don't) », Working Paper prepared as part of the Operationalizing Pro-Poor Growth research program, World Bank.

- Nissanke Machiko K., Thorbecke E., 2006, « Channels and policy debate in the globalization-inequality-poverty nexus », *World Development*, Vol. 34, n° 8, pp. 1338-1360.
- Osmani S., 2005, « Defining pro-poor growth », United Nations Development Programme, International Poverty Centre, One Pager, n° 9, January.
- Ravallion M., 2004, « Pro-poor growth : a primer », World Bank, Development Research Group, Policy Research Paper n° 3242.
- Ravallion M., Chen S., 2003, « Measuring pro-poor growth », *Economics Letters*, Vol. 78, n° 1, pp. 93-99.
- Son Hyun H., 2007a, « Pro-poor growth : concepts and measures », Asian Development Bank, Economics and Research Department, ERD Technical Note n° 22.
- Son Hyun H., 2007b, « Interrelationship between growth, inequality, and poverty : the Asian experience », Asian Development Bank, Economics and Research Department, ERD Technical Note n° 96.
- Son Hyun H., 2004, « A note on pro-poor growth », *Economics Letters*, Vol. 82, n° 3, pp. 307-314.
- World Bank and Ministry of Planning, Government of the Arab Republic of Egypt, 2002, « Poverty reduction in Egypt : diagnosis and strategy », Vol. I : main report, report n° 24234-EGT.

HAS GROWTH BEEN PRO-POOR IN EGYPT OVER THE 1990-2004 PERIOD?

Abstract - *In response to the severe economic crisis at the end of the 1980s, the Egyptian authorities were forced to implement macroeconomic stabilization and structural adjustment plans at the beginning of the next decade. The implementation of these adjustment programs led to the revival and speeding-up of growth during the 1990s, and a slowdown in the growth rate during the first half of the 2000s. Meanwhile, however, relative inequalities in the distribution of consumption expenditures evolved in a not uniform way during the process of growth. This article aims at assessing to what extent (this recovery of) economic growth has been really beneficial to the poor in Egypt during the 1990-2004 period. It will be shown that growth has not been strictly pro-poor in monetary terms in this country during the whole period. Consequently, as the estimations of the inequality-growth trade-off index suggest in this paper, a redistributive policy in favor of the poor might be an effective tool for poverty reduction in Egypt.*

Keywords - GROWTH, POVERTY, INEQUALITIES, REDISTRIBUTION, EGYPT